

# Nous ne sommes pas des éducateurs, mais des animateurs

**SOCIAL** • Antonin Kummer explique et défend le rôle de l'animateur, une fonction qu'il estime largement méconnue du grand public comme des décideurs politiques.

Malgré plus d'une quarantaine de maisons de quartier, de centres de loisirs, de jardins Robinson et de terrains d'aventure répartis dans le canton de Genève, le métier d'animateur socioculturel reste méconnu du grand public comme des décideurs politiques. Les animateurs sont fréquemment considérés comme des éducateurs et les maisons de quartier comme des institutions publiques. La tentation est constante de réduire cette forme d'intervention à une sorte de service public de loisirs valable surtout pour les vertus préventives qu'elle exerce auprès des jeunes et pour le gain sécuritaire qui en est attendu. Cet article tente d'y remédier car faire l'effort de comprendre l'essence même du métier d'animateur, c'est une façon d'en défendre la spécificité.

L'animation socioculturelle est née dans la rue et non d'une volonté politique, il a fallu des décennies pour qu'elle soit reconnue comme un métier à part entière, et aujourd'hui encore sa légitimité n'est pas acquise aux yeux de tous. C'est relativement tardivement que ses fondements, ses principes et ses finalités ont été élaborés puis reconnus par les pouvoirs publics. L'animation socioculturelle est inséparablement liée à la notion de citoyenneté, c'est-à-dire liée au principe d'une démocratie participative à l'échelle d'un quartier. A travers une multitude d'actions, les maisons de quartier défendent tout type d'initiative locale, toute forme d'expression de la vie des gens qui renforcent le lien

social et permettent des fécondations mutuelles entre les citoyens. Les animateurs s'entourent des compétences des individus et tentent de révéler le potentiel des habitants pour mener des actions dans les quartiers. Ils défendent une citoyenneté qui s'étend à toutes et à tous dans la mesure où ils permettent aux individus (ou groupes d'individus) qui sont dépossédés de leur pouvoir de faire entendre leur voix. Au final, l'animation est une fonction collective qui réunit les habitants au delà des clivages sociaux, culturels et générationnels.

Concrètement, les maisons de quartier sont des associations pilotées par un comité de gestion composé d'habitants du quartier. Une équipe d'animateurs collabore avec le comité afin de mettre sur pied une politique d'animation qui réponde aux préoccupations des habitants tout en trouvant un ancrage spécifique au quartier. C'est précisément cette autonomie propre à chaque centre et à chaque quartier qu'il faut aujourd'hui défendre contre une uniformisation imposée par le haut par des femmes et des hommes politiques dont la vision gestionnaire de l'Etat – chaque jour davantage dirigé comme une entreprise – se limite au seul critère des dépenses publiques et non plus en fonction des besoins réels de la population et de la qualité des services proposés. Certes, les centres se doivent de justifier l'utilisation de l'argent public, mais les subventions ne peuvent et ne doivent pas devenir des moyens de

pression pour diriger leurs actions. Ma conviction est simple: nous sommes tous des experts, des experts de notre quotidien, alors n'attendons pas que d'autres se chargent de décider ce qui est bon pour nous. C'est la multitude des points de vue et la représentativité des acteurs qui compose les comités et les équipes des centres qui doivent légitimer leurs actions et non pas le statut des décideurs politiques. Les maisons de quartier sont des outils au service de tous qu'il convient d'utiliser pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers, ce ne sont pas des services de la Ville ou du canton... (Ré)appropriiez-vous ces lieux!

Deux dérives sont d'actualité: la première consiste à exiger des centres un travail de plus en plus exclusivement axé sur le jeune public au détriment du reste de la population. Certes, les animations proposées aux enfants et aux adolescents tiennent une part importante dans le métier d'animateur, mais isoler les jeunes de leur environnement familial, culturel, social dénature la spécificité même de l'animation et avec elle tout un pan de la démocratie de quartier si chèrement acquise. La seconde dérive, c'est la politique du rendement qui exige des résultats visibles et immédiats, ceci malheureusement participe aux dérives

sécuritaires de plus en plus répandues. L'animation, au contraire, agit et intervient en amont des difficultés. Cette fonction de prévention se construit et doit être soutenue dans la durée, car elle ne tient pas compte des échéances électorales. Les animateurs font un travail de fourmis, un travail peu spectaculaire, mais qui nous offre tous les jours la preuve de leur capacité à enrichir les réponses sociales, alors face à une culture gestionnaire de l'Etat visant la rentabilité, ils revendiqueront plus que jamais la continuité, voire la lenteur, de l'action participative.

ANTONIN KUMMER, animateur à la maison de quartier des Eaux-Vives



La maison de quartier de la Jonction. JPDS